

Face à la pandémie, l'Etat n'est plus un problème, il est redevenu la solution



Article rédigé par *Causeur*, le 20 mars 2020

Source [Causeur] Les états, appelés à la rescousse par les acteurs privés, font leur grand retour. Le hic, c'est que nombre de ces états sont déjà lourdement endettés.

La multitude de signaux d'alarme lancés par les entreprises ces derniers jours résonnent comme un axiome implicite : « L'État n'est plus un problème, il est redevenu la solution ».

Les grands patrons moins arrogants ?

Presque tous les secteurs économiques subissent les dommages collatéraux de la pandémie. Par ordre décroissant, les transports, aériens, maritimes, ferroviaires, l'hôtellerie et la restauration, les voyagistes, la production aéronautique et automobile (avec la masse de leurs fournisseurs), le tourisme d'hiver mais aussi, déjà, le tourisme d'été et, en arrière-plan, les banques menacées par la cessation de paiements de leurs clients, particuliers ou entreprises, et les fonds de pension qui sont engagés à servir des retraites déterminées à leurs souscripteurs.

Les appels au secours, qui ressemblent parfois à des injonctions, mettent une pression exorbitante sur les États. Ils prennent une forme cynique dans certains cas, comme celui de Boeing qui réclame une aide de 60 milliards de dollars pour le secteur aéronautique américain, assortie d'une garantie des prêts qui équivaut à transférer la charge de la dette sur le Trésor de Washington, après avoir commis la faute lourde du 737 MAX, mais aussi avoir versé près de 4 milliards de dollars à ses actionnaires sur un exercice 2019 en perte. Et chacun devrait se rappeler en quels termes méprisants Dominique Sénard, le PDG de Renault a traité le ministre de Bercy quand celui-ci s'est inquiété des effets sur l'emploi en France d'une éventuelle fusion avec le groupe Fiat.

Les banques centrales veillent au grain

Outre l'action massive des banques centrales pour tenter de maintenir la valeur des emprunts privés et publics, les États vont débloquer des milliers de milliards pour colmater les brèches dans les comptes des entreprises, compenser les défaillances des particuliers, financer le chômage partiel.

Or, ce sont des États perclus de dettes qui sont aujourd'hui appelés en garantie. Car le libre-échange mondial a eu un effet dévastateur sur les comptes des Trésors publics par le biais des délocalisations et de la compression des salaires.

Nous voici donc devant une nouvelle équation impossible d'États dont la dette va exploser, comme en 2009, pour deux raisons conjointes : les dépenses de secours sanitaires et surtout économiques et les pertes de recettes découlant d'une forte récession. Comme disent les analystes financiers, nous entrons en territoire inexploré.

Retrouvez d'autres articles sur le sujet sur le site de Causeur [en cliquant ici](#)

20/03/2020 07:00